



Dr. Olivier Buirette

Vers la fin de la crise macédonienne ?

Le mois de juin 2018 a été riche en actualités sur la scène internationale : échec du G7 ; sommet, historique ou non, de Singapour - l'histoire tranchera entre Donald Trump et Kim Jong-un - ; coalition entre l'extrême droite et le Mouvement 5 étoiles en Italie, etc. C'était sans compter sans une actualité concernant les Balkans et plus particulièrement ce qui semble être la fin de la querelle entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine sur le nom définitif de celle-ci.

En effet, on se souvient, après la fin de la Yougoslavie communiste et pendant cette guerre civile de dissolution qui devait durer dix ans, de l'affaire de la controverse de l'ex-République de Macédoine (FYROM en anglais) quant au choix de son drapeau, puisque l'emblème choisi était celui de Philippe II de Macédoine, antique roi grec et surtout père d'Alexandre le Grand, à savoir : le « Soleil de Vergina ». Cette affaire provoqua alors une véritable crise avec la Grèce qui devait durer de 1992 à 1995,

date à laquelle la FYROM accepta de changer son drapeau.

Il faut souligner que la situation géopolitique de ce petit État enclavé entre la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et l'Albanie implique que l'ex-République de Macédoine a été, tout au long de son histoire, revendiquée par tous ses voisins ou presque. Les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913 témoignent de ces enjeux.

Après un entre-deux-guerres troublé, la Macédoine se retrouva au cœur des plans du nouveau leader yougoslave communiste, le Maréchal Tito, dont le rêve, jusqu'au schisme avec l'URSS en 1948, était de former un grand État des Slaves du Sud qui aurait regroupé, en plus de l'ancienne Yougoslavie royale, l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce. Pour de nombreuses raisons géopolitiques, Staline refusa le projet et tout fut emporté lors de la rupture entre Tito et Staline en 1948. Cependant, l'État macédonien qui faisait déjà partie de la Yougoslavie royale devait être renforcé dans le but, à ce moment-là, de former une grande Macédoine dans le cadre de ce projet de

grande fédération d'États Slaves du Sud communiste. Pour cela, il aurait fallu que la guerre civile grecque soit gagnée par les communistes, que la Bulgarie du stalinien Dimitrov accepte de contrer Moscou (ce qui était impensable) et enfin que l'Albanie, si indépendante, choisisse entre l'aide de l'URSS ou une voie aux côtés de Tito qui, de toute manière, semblait hasardeuse aux yeux d'Enver Hoxha, le leader communiste albanais stalinien puis maoïste qui devait rester au pouvoir à Tirana pendant 41 ans, de 1944 à sa mort en 1985. Tout cela aurait en effet pu être cohérent puisque la « grande » Macédoine, si toutefois elle existait un jour, regrouperait les éléments serbes, bulgares, albanais et grecs. La guerre froide et le non alignement du régime à l'économie mixte de Tito, de 1948 à la mort de celui-ci en 1980, devaient donc tracer l'histoire récente de cette Macédoine yougoslave. Il faudra donc attendre la désintégration de la Yougoslavie et le début du XXI^e siècle pour que cela change de nouveau. Ainsi, après un retour des tensions début 2018 (cf. : notre précédent article)

sur le nom du nouvel aéroport de Skopje baptisé « Alexandre le Grand », la voie vers un accord semble enfin trouvée puisqu'un nom a été définitivement accepté pour la FYROM avec cette terminologie : « Macédoine du Nord ». La rencontre d'Alexis Tsipras et de Zoran Zaev en est le résultat ; ce qui, en ce mois de juin, vient s'ajouter à un autre accord de stabilisation avec le voisin bulgare.

La solution passe sans doute par le fait que la Macédoine, va ainsi désormais pouvoir devenir candidate à l'adhésion à l'OTAN dans un premier temps puis à l'UE. Le processus de stabilisation de tout ce sud de l'ex Yougoslavie pourrait alors passer par le retour à une intégration dans une structure inter étatique qui redonnerait une stabilité à des frontières si souvent sources de drames.

Nous pourrions alors nous demander si la résolution de cette question, et par extension des problèmes d'instabilité de ce que l'on appelle encore la « poudrière des Balkans », passent désormais par l'affirmation de l'identité d'une Macédoine enfin macédonienne existant pleinement aux côtés de ses voisins ?

Coupe du monde en Russie : vague à l'âme de l'époque soviétique

En 2010, Vladimir Poutine déclarait dans une émission télévisée « celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui souhaite son retour n'a pas de tête ». Cette phrase anodine montre l'ambivalence de la relation de la Russie moderne envers les heures de gloire de l'URSS, une ambiguïté qui n'a pas manqué de se faire ressentir lors de la Coupe du monde de Football.

La question ne se pose plus, le sport est un instrument politique, et le football d'autant plus. D'ailleurs, dans un monde où tout est devenu politique : l'environnement, la santé, l'éducation, la protection des animaux... pourquoi le sport le plus populaire y aurait échappé ? Le boycott diplomatique de certains représentants d'États européens lors de cette Coupe du monde en est la preuve.

Amateur de judo et de hockey, Vladimir Poutine a su utiliser et s'approprier les valeurs du sport que sont la force, le dépassement de soi... pour les utiliser dans ses relations diplomatiques et pour son prestige d'homme d'État. Il n'hésite pas les mises en scène à la salle de sport, publiées sur les réseaux sociaux, exposant ainsi sa musculature d'homme fort et viril, culte de l'idéal masculin chez les Russes.

Alors bien sûr, ce n'est pas uniquement la passion du ballon rond qui a poussé M. Poutine à organiser cette Coupe du monde, bien que celle-ci ne soit pas remise en cause, il y avait également une volonté de montrer la puissance de la Russie en s'offrant modestement le tournoi le plus cher de toute l'histoire.

Et il a eu raison. S'il est peu probable que cette Coupe du monde redessine l'échiquier mondial, cela reste un symbole fort et une excellente vitrine, quand la FIFA compte plus de membres que l'ONU... et le pari semble gagnant : « La Russie a changé, est devenue un véritable pays de football, pas simplement avec la Coupe du monde organisée au plus haut niveau, mais le football fait aussi partie maintenant de l'ADN du pays grâce aux performances de l'équipe nationale, à tout le travail réalisé, aux infrastructures. Tout est magnifique et très efficace », déclarait le président de la FIFA, Gianni Infantino. D'autant plus que l'équipe nationale russe n'a pas démerité durant la compétition en se qualifiant pour les quarts de finale et en obligeant les Croates à jouer les prolongations. Les Russes, bien qu'ils se soient peu illustrés ces dernières années sur le terrain vert, entretiennent une histoire très particulière avec le football. En dévoilant l'affiche officielle du mondial, la Russie n'a pas caché ses ambitions. L'artiste russe Igor Gurovitch a présenté une affiche vintage, rétro, aux couleurs pastel, en décalage avec notre époque, mais à l'image des posters sous



l'ère soviétique – renvoyant inéluctablement aux heures de gloire de l'URSS. Le message est on ne peut plus explicite. Sur cette affiche y est représenté Lev Yashin, ballon d'or en 1963 et seul gardien détenteur de ce titre, attrapant ce qui aurait dû être un ballon, mais ressemblant étrangement à Sputnik 1 - autre symbole de la toute-puissance soviétique. Flash-back quelques décennies auparavant, dans les heures de gloire du football russe et lorsque l'URSS se confrontait idéologiquement à la superpuissance américaine.

Le football n'a cependant pas toujours fait la fierté de la Russie, comme l'expliquent Régis Genté et Nicolas Jallot, dans leur livre : *FUTBOL : le ballon rond, de Staline à Poutine, une arme politique*. Introduit à la fin du XIX^e siècle par des marins et expatriés soviétiques depuis l'Angleterre, il était d'abord joué à Moscou, Saint-Petersbourg et Odessa, avant de conquérir peu à peu le reste du pays. Cependant, le pouvoir tsariste voyait ce nouveau loisir d'un mauvais œil en raison des rassemblements de foules qu'il provoquait et décida de l'interdire. C'était bien mal connaître les Russes et la ferveur déjà engendrée par ce sport qui entraîna la création de la Fédération de Russie de football en janvier 1912. La même année, une équipe portait les couleurs de la Russie impériale aux Jeux olympiques de Stockholm. À la chute du tsar, le football était déjà très populaire en Russie, ce qui déplut fortement aux bolchéviques, étant un « sport bourgeois » aux antipodes de l'idéologie bolchévique. Il faudra attendre 1936 pour voir la création du championnat de la République socialiste fédérative soviétique de Russie puis de l'URSS.



Dans un premier temps, le football était synonyme de division sociale. Ce sport de rue, qui fait aujourd'hui naître des gamins de banlieues, n'en était pas un en Russie. Ce sont les aristocrates et les bourgeois qui ont tapé dans le ballon les premiers, organisant des « championnats de datchas » (résidences secondaires en Russie). Les ouvriers, s'y sont mis peu à peu, organisant des championnats également, mais « dans les terrains vagues, les cours d'immeuble et même les enclos des cimetières ». De plus, à l'époque soviétique, chaque organe de l'État, comme la police, l'armée et les syndicats, avait leur propre club et la rivalité sur le terrain n'était que le reflet de la réalité. Le club *Spartak Moscou*, créé par les syndicats, était le club du peuple et rivalisait avec le *Dynamo de Moscou* représentant le NKVD, la police stalinienne qui contrôlait la population et organisait les purges soviétiques. Soutenir le *Spartak* était alors un acte de résistance caché et possible pour beaucoup de supporters, dans cet État totalitaire dépourvu de liberté.

Cette « lutte des classes » par le ballon rond n'a pas duré. Le football a ce pouvoir d'union des peuples, des nations et la Russie n'y a pas échappé. Avec l'émergence des premières vedettes russes, la passion a su rapprocher là où la politique avait opposé.

* Mario Boyenval